

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 20–23 février 2006

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2006/7-C*
25 janvier 2006
ORIGINAL: ANGLAIS

COMPTE-RENDU DE L'ÉTUDE THÉMATIQUE DES INTERVENTIONS EN FAVEUR DE LA NUTRITION MATERNELLE ET INFANTILE BÉNÉFICIAIRE DE L'AIDE DU PAM

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

* Réimprimé pour raisons techniques

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, OEDE M. K. Tuinenburg tél.: 066513-2252

Fonctionnaire principale de l'évaluation,
OEDE Mme A-M. Waeschle tél.: 066513-2026

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



RESUME

La politique du PAM visant à favoriser le développement fait de la nutrition maternelle et infantile un de ses axes stratégiques, orientation confirmée dans le Plan stratégique (2004-2007) et dans la politique "Vivres pour la nutrition" approuvée en 2004. Toutefois, les dépenses consacrées par le PAM à la nutrition maternelle et infantile ont eu tendance à diminuer ces dernières années.

Le Bureau de l'évaluation a fait effectuer la présente étude thématique pour identifier les moyens de renforcer et d'élargir les interventions de nutrition maternelle et infantile au PAM. Cette évaluation a été entreprise en 2004–2005 sur la base d'études effectuées à Cuba, en Inde, à Madagascar et en Zambie. Elle fait ressortir l'applicabilité sur le terrain des quatre principes d'élaboration des programmes de nutrition maternelle et infantile recensés par le Service de la nutrition (Division des stratégies, des politiques et de l'appui aux programmes) sur la base d'une étude sur les documents de 2002: i) ciblage des ménages dans lesquels l'accès insuffisant aux vivres provoque la malnutrition; ii) participation des communautés et stratégies communautaires; iii) partenariat et intégration dans d'autres programmes de protection sociale; iv) fourniture de rations alimentaires de qualité enrichies en micronutriments.

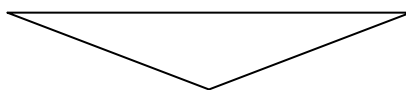
L'équipe chargée de l'évaluation a constaté que ces principes, qui sont issus des politiques en vigueur du PAM, constituent une base simple pour identifier et comparer les diverses activités possibles concernant la nutrition maternelle et infantile. L'équipe recommande que les quatre principes servent de base à une liste de contrôle propre à fournir un guide aux bureaux de pays du PAM. L'évaluation met également en lumière l'absence de lien entre les politiques nutritionnelles de l'Organisation et la programmation effective des activités au siège et dans les bureaux de pays. Il est nécessaire que les politiques soient entérinées et mises en œuvre.

Les éléments suivants ont été identifiés en vue de renforcer et d'élargir les activités de nutrition maternelle et infantile au PAM: i) renforcer l'engagement de l'Organisation en faveur de la lutte contre la malnutrition précoce; ii) améliorer les compétences en matière de nutrition dans les bureaux de pays et apporter à ces bureaux un soutien technique plus large et plus dynamique du siège et des bureaux régionaux; iii) renforcer la collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et la Banque mondiale; iv) modifier le financement des coûts d'appui directs et des autres coûts opérationnels directs pour les activités concernant la nutrition maternelle et infantile et les autres formes d'aide alimentaire orientées vers le développement, afin de disposer de ressources financières plus abondantes pour des activités complémentaires comme l'éducation et la formation en matière de santé et de nutrition, par exemple au moyen d'une participation plus active des organisations communautaires et des organisations non gouvernementales; v) réaffecter ou affecter des ressources aux programmes de nutrition maternelle et infantile avec plus de souplesse afin que ceux-ci puissent servir de filet de sécurité alimentaire pendant les périodes de catastrophe.



Plusieurs recommandations sont formulées dans l'évaluation: élargissement des initiatives du PAM tendant à entreprendre ou à renforcer la production locale d'aliments mélangés enrichis, mobilisation de fonds supplémentaires au niveau des pays et activités de plaidoyer, en cas de besoin, afin de renforcer les programmes nationaux de nutrition maternelle et infantile en harmonie avec les cadres de politique nationale comme le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et les activités du PAM au niveau national.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note du document intitulé "Compte-rendu de l'étude thématique des interventions concernant la nutrition maternelle et infantile bénéficiant de l'aide du PAM" (WFP/EB.1/2006/7-C) et des recommandations qui y figurent.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



CONCLUSIONS GENERALES

Importance donnée par l'Organisation aux questions de nutrition, notamment la nutrition maternelle et infantile (NMI)

1. Le PAM a pour politique de privilégier nettement la NMI et cette orientation a été confirmée par l'approbation de la politique "Vivres pour la nutrition" en avril 2004 (WFP/EB.A/2004/5-A/1). L'amélioration de la nutrition et de la santé des mères et des enfants représente un élément majeur de l'approche fondée sur les cycles biologiques et constitue une des priorités du Plan stratégique (2004–2007). Cependant, il ressort de l'évaluation extérieure conjointe de la politique visant à favoriser le développement réalisée en 2003–2004 et de trois des quatre études de cas entreprises dans le cadre de la présente étude thématique, que les dépenses consacrées par le PAM à la NMI présentent un fléchissement et que cette tendance doit être inversée de toute urgence.
2. Il est nécessaire d'harmoniser sans retard l'action des départements du PAM qui s'occupent de la politique, de la programmation et de l'exécution des activités dans le domaine de la NMI. Le renforcement de la NMI contribuerait à créer une optique commune à tous les niveaux: il s'agit d'un thème global qui couvre la prévention et le traitement et permet d'instaurer des liaisons avec d'autres interventions de développement et d'alimentation complémentaire dans les situations d'urgence et les périodes de relèvement.

Qualité des activités NMI du PAM

3. L'évaluation fait apparaître clairement qu'une gestion rationnelle au niveau des bureaux de pays et aux niveaux inférieurs constitue un préalable indispensable pour que le PAM apporte un soutien efficace aux programmes NMI. Les études de pays ont fait ressortir plusieurs éléments propres à renforcer l'action dans le domaine de la NMI: i) privilégier la NMI pour renverser la tendance à réduire des dépenses du PAM dans ce domaine; ii) fournir des ressources financières supplémentaires et donner de l'importance aux activités complémentaires parallèlement à l'aide alimentaire; iii) les interventions, y compris l'éducation sanitaire et nutritionnelle, doivent avoir un volume, une durée et une ampleur suffisants pour avoir un effet rentable par rapport au coût; iv) plaider en faveur de l'amélioration des programmes nationaux NMI, assurer la cohérence avec les politiques nationales et la synergie avec les autres activités du PAM; v) le personnel s'occupant de la nutrition doit être assez nombreux et bénéficier du soutien technique du siège et des bureaux régionaux; vi) compétences en matière de suivi et d'évaluation suffisantes pour apporter des contributions aux plans à venir et démontrer les résultats conformément à la méthode du cadre logique et à la gestion axée sur les résultats; mettre en lumière la contribution du PAM à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; vii) affectation souple des ressources de manière à lier la programmation des activités de secours, de redressement et de développement.
4. Les programmes NMI examinés bénéficiaient d'une forte participation des gouvernements mais occupaient une place secondaire dans les plans de développement nationaux comme les bilans communs de pays, les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, les documents de stratégies pour la réduction de la pauvreté et les approches par secteur. Dans le cas de l'Inde et de Madagascar, la Banque mondiale est le principal donateur des programmes NMI menés par le gouvernement avec l'appui du PAM. En général, l'aide du PAM en faveur des programmes NMI n'était pas étroitement liée aux



interventions d'autres parties prenantes comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la *Cooperative for Assistance and Relief Everywhere* (CARE) et l'*Agency for International Development* des États-Unis (USAID) menées dans le domaine de la santé et de la nutrition maternelle et infantile.

5. L'évaluation a fait apparaître clairement la nécessité d'améliorer la communication des nouveaux documents de politique générale aux bureaux de pays. La politique en matière de nutrition de 1997, la politique visant à favoriser le développement de 1999 et la politique "Vivres pour la nutrition" de 2004 constituent un cadre détaillé de programmation des interventions NMI, mais aucun fonctionnaire des bureaux de pays couverts par les études de cas n'avait consulté ces documents. La plupart des fonctionnaires interrogés dans les bureaux de pays ont accueilli positivement l'idée que le Service de la nutrition (PDPN) mette au point des orientations NMI qui seraient certainement utiles pour l'élaboration des programmes. L'équipe chargée de l'évaluation a été d'avis que le PAM devrait élaborer les programmes en collaboration avec ses partenaires dans le domaine de la NMI et les autres parties intéressées.
6. Les évaluations des résultats dans le domaine de la NMI comme les études de référence, les études à mi-parcours et les études de fin de projet exigent des compétences en matière de nutrition. Les informations sur la situation nutritionnelle pourraient être obtenues en recueillant les données des centres de services en activité ou en changeant des partenaires d'exécution des organismes techniques de surveiller des sites sentinelles ou d'effectuer des enquêtes par sondage.

Mécanismes de ciblage

7. Dans les études de cas, des informations provenant de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) ont été utilisées pour le ciblage géographique, principalement sur la base de l'évaluation de l'insécurité alimentaire et de l'exposition aux catastrophes. Sauf dans le cas des grandes opérations de secours, le PAM ne peut entreprendre de grandes opérations de collecte de données; les études ACV reposent principalement sur les données nutritionnelles rassemblées par d'autres institutions des Nations Unies, les gouvernements, etc. On ne dispose généralement pas, pour le ciblage, de données ventilées sur la situation nutritionnelle et les carences en micronutriments.
8. L'équipe chargée de l'évaluation a approuvé la pratique, adoptée par les pays visés par les études de cas, qui consiste à fonder le ciblage géographique sur des critères comme les possibilités de partenariat, l'absence de double emploi avec les activités d'autres organisations, la bonne gouvernance, l'expérience du PAM dans la zone et le regroupement géographique des interventions du PAM.

Participation des communautés et approches à base communautaire

9. Certaines activités NMI étaient réalisées dans les communautés locales mais aucune ne reposait sur leur initiative. Il est nécessaire que les programmes NMI soient davantage fondés sur la demande et que les représentants des communautés participent plus activement à la conception des activités, ce que la décentralisation peut parfois favoriser. En règle générale, la participation des communautés se limite à soutenir la mise en œuvre des programmes.



Partenariats stratégiques dans le domaine de la NMI

10. Dans toutes les études de cas, les gouvernements étaient les principaux partenaires d'exécution; ils dirigeaient les programmes NMI et faisaient appel au PAM en tant que fournisseur et transporteur de produits alimentaires. La collaboration avec l'UNICEF, la Banque mondiale et d'autres organismes internationaux était soit inexistante, soit mal exploitée. En général, les responsables des programmes NMI utilisaient les contacts établis avec les organismes nationaux de nutrition fournissant un appui technique mais ils réussissaient moins bien à établir des liens avec les donateurs bilatéraux que les organisations non gouvernementales (ONG) locales et les organisations communautaires; ce dernier type de partenariat renforce les moyens d'assurer l'éducation sanitaire et nutritionnelle et de faire participer les communautés, mais ne peut être mis en œuvre sans une allocation supplémentaire de ressources financières.

Production locale d'aliments mélangés enrichis

11. Dans plusieurs pays, le PAM s'efforce de lancer ou d'élargir la production locale d'aliments mélangés enrichis. C'est là un de ses points forts dans le domaine de la NMI car la production locale permet des pratiques d'achat et de livraison favorisant le marché et les aliments mélangés sont un moyen de fournir rationnellement des vitamines et des minéraux aux groupes cibles exposés aux carences en micronutriments. La production sur place a donné de bons résultats en Inde et en Zambie, mais à Madagascar elle a dû être interrompue parce que les règles rigoureuses d'achats du PAM n'étaient pas adaptées à l'instabilité du marché.

PORTEE ET METHODE DE L'EVALUATION THEMATIQUE

12. L'évaluation thématique des interventions NMI¹ effectuée de janvier à août 2005 a porté sur les textes concernant les facteurs de succès des programmes NMI et les études de cas concernant l'aide du PAM aux programmes NMI en Inde, à Madagascar et en Zambie. Le rapport de synthèse intégral et le présent rapport résumé sont fondés sur ces études de pays et sur le rapport d'une étude concernant le programme NMI du PAM à Cuba qui a été réalisée en 2004².
13. Il ne s'agissait pas d'une évaluation d'impact au sens classique mais plutôt d'une étude d'utilité pratique: il s'agissait de savoir ce qui fonctionne en pratique (et pour quelle raison) à partir d'études de cas au niveau national qui n'étaient pas en elles-mêmes représentatives de l'aide du PAM aux interventions NMI dans d'autres pays.
14. L'équipe a analysé l'application sur le terrain des quatre principes de programmation en matière de nutrition maternelle et infantile que le PDPN avait formulés sur la base de

¹ OEDE a chargé l'Institut tropical royal (KIT) des Pays-Bas d'effectuer cette étude thématique de l'aide du PAM aux interventions NMI.

² On trouvera dans le rapport intégral un aperçu général des principales caractéristiques des interventions NMI examinées.



l'étude sur documents de 2002³: i) analyse claire de la situation et ciblage des ménages dans les zones où le manque d'accès à la nourriture provoque la malnutrition; ii) participation des communautés et stratégies communautaires; iii) partenariat et intégration dans d'autres programmes de protection sociale; iv) fourniture de rations alimentaires de qualité enrichies en micronutriments. L'objectif consistait à découvrir les moyens d'élargir les programmes NMI et de recueillir des informations sur le terrain afin d'élaborer des directives concernant la programmation des activités NMI à venir par les bureaux de pays.

15. Cette étude fait partie d'un processus de perfectionnement et d'apprentissage stratégique au sein du PAM (voir *Normative Guidance Matrix*). L'équipe chargée de l'évaluation a pris comme point de départ la théorie de "l'organisation d'apprentissage" de Senge⁴, qui souligne la nécessité d'acquérir en permanence des connaissances pour créer une dynamique commune fondée sur une direction forte et une réflexion systématique.

LE CONTEXTE DE LA NMI AU PAM

Rappel historique

16. Il y a 40 ans que le PAM fournit une alimentation complémentaire aux mères et aux jeunes enfants. Entre 1963 et 2003, il a consacré 15 pour cent de ses investissements en faveur du développement —1,5 milliard de dollars E.-U.— à des actions visant à permettre aux jeunes enfants, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels et sanitaires particuliers; les investissements les plus importants ont été effectués en Asie. En 2003, le PAM a soutenu des programmes de NMI dans 30 pays⁵, qui ont touché 2,3 millions de bénéficiaires; les dépenses opérationnelles ont atteint 40 millions de dollars⁶.

Cadre de politique générale du PAM en rapport avec la NMI

17. En 1997, le PAM a officialisé son engagement en faveur des programmes NMI dans le document de politique nutritionnelle intitulé "Aider les mères et les enfants durant les périodes critiques de leur existence" (WFP/EB.3/97/3-B). L'aide alimentaire pour la NMI sert des objectifs interdépendants: elle apporte un soutien direct, est un moyen de fournir des micronutriments et un encouragement à utiliser les services offerts par le PAM et enfin, elle améliore la sécurité alimentaire des ménages.

³ L'étude sur documents de 2002 a fait la synthèse des pratiques actuelles du PAM et des tendances de la NMI et des expériences d'autres organisations. On a fréquemment constaté que le PAM jouait un rôle moteur dans la production locale d'aliments mélangés enrichis. Les pratiques de ciblage ont rarement paru fondées sur des critères de nutrition ou sur l'analyse des causes. La qualité des systèmes de suivi et évaluation était insuffisante. La collaboration du PAM avec la Banque mondiale et l'UNICEF a montré que les stratégies communautaires permettent de compenser le manque d'efficacité des systèmes de santé nationaux, surtout dans les zones rurales isolées.

⁴ Senge, P. 1990. *The Leader's New Work: Building Learning Organizations*. New York, Sloan Management Review; Senge, P. et al. 1999. *The Dance of Change; The Challenges of Sustaining Momentum in Learning Organizations*. Londres, Nicholas Brealey Publishing.

⁵ Le PAM effectue des interventions NMI dans 16 pays d'Afrique, 7 pays d'Asie et 8 pays d'Amérique latine.

⁶ Chiffres tirés du document "Vivres pour la nutrition: intégrer la nutrition dans les programmes du PAM" (WFP/EB.A/2004/5-A/1).



18. Suite au Sommet mondial de l'alimentation de 1996, le Conseil d'administration a entériné en 1999 la politique visant à favoriser le développement⁷ (WFP/EB.A/99/4-A), qui constitue un cadre pour les interventions de développement, notamment en matière de NMI.
19. Le document de politique générale "Vivres pour la nutrition" approuvé en 2004 souligne le rôle important de la nutrition dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que la nécessité de renforcer l'efficacité des interventions de NMI en associant l'aide alimentaire et les autres formes d'aide.
20. Le Plan stratégique (2004–2007) vise à contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et attribue la priorité à la NMI dans la Priorité stratégique 3, ainsi qu'à intégrer la nutrition dans les programmes du PAM.

RESULTATS

Des politiques aux activités de NMI

21. Les programmes de pays du PAM sur lesquels portent les études de cas paraissent fondés sur l'approche "favoriser le développement" mais l'évaluation a fait ressortir l'absence de lien entre l'introduction des nouvelles politiques nutritionnelles et la programmation dans les bureaux de pays et au siège: les ressources humaines et autres sont consacrées principalement aux tâches opérationnelles au détriment des questions techniques. Ainsi, les documents de politique générale sont faciles à consulter dans le système WFP-Go, mais la politique en matière de nutrition de 2004 ne semble pas constituer une base commune pour les fonctionnaires du PAM dans les pays visités.
22. L'évaluation extérieure de la politique visant à favoriser le développement qui a été effectuée récemment a révélé que les dépenses opérationnelles du PAM en faveur du développement avaient diminué de 50 pour cent depuis 1992. Les dépenses en faveur de la NMI ont enregistré une forte tendance à la baisse tombant de 48 millions de dollars en 2001 à 27 millions de dollars en 2003. Les études de cas ont montré que les budgets NMI ont diminué, sauf dans le cas de Cuba. Les programmes de pays ont tendance à situer la NMI dans le secteur d'activités de "l'Alimentation complémentaire des groupes vulnérables", qui englobe habituellement l'aide aux groupes touchés par le VIH/sida, souvent sous forme de rations familiales, activité en expansion rapide qui limite le volume de vivres disponibles pour les bénéficiaires des activités NMI.
23. Les études de cas concernant l'Asie et l'Amérique latine ont également fait apparaître une tendance favorisant la prévention au sein des populations vulnérables de certaines zones qui consiste à traiter la malnutrition précoce chez les jeunes enfants au moyen d'aliments mélangés enrichis avant l'apparition de la malnutrition aiguë.
24. Dans toutes les études au niveau des pays, les programmes NMI paraissaient jouer un rôle important de filet de sécurité alimentaire pendant les crises. En période de catastrophe, les programmes NMI qui existent déjà constituent un mécanisme de distribution de vivres permettant d'atteindre les groupes les plus vulnérables.

⁷ Qui est également dénommée "Politique d'aide alimentaire et de développement du PAM".



Structure et fonctions des bureaux de pays

25. Sauf en Inde, où le PAM fait appel aux services spécialisés nationaux, aucun bureau de pays ne dispose de techniciens de la nutrition. Ces bureaux ne semblent pas avoir demandé un appui technique dans le domaine de la nutrition et n'ont donc guère bénéficié du soutien des bureaux régionaux ou des services du siège. Il est indispensable que les bureaux de pays disposent d'un personnel et d'une documentation suffisants en matière de nutrition avant d'élargir des programmes de nutrition de qualité.
26. En Inde, le bureau de pays a créé des unités séparées pour des secteurs comme l'ACV, la santé et la nutrition qui appuient l'unité de gestion des programmes. La mise en place de mécanismes analogues dans d'autres bureaux de pays pourrait favoriser la création de postes de nutritionnistes chargés du soutien technique et la désignation de fonctionnaires de contact au sein des unités de gestion des programmes qui assureraient la liaison avec les partenaires d'exécution et les autres parties intéressées.
27. En harmonie avec la tendance actuelle à la décentralisation des gouvernements nationaux, des bureaux auxiliaires régionaux ont été ouverts ou renforcés dans trois des pays couverts par les études de cas afin de resserrer les contacts avec les partenaires d'exécution sur le terrain.

Bonne gestion des programmes

28. Il est indispensable d'affecter des fonds supplémentaires pour que les programmes NMI renforcent l'effet de l'aide alimentaire grâce à la formation et à l'éducation en matière de santé et de nutrition, pour que des modèles de démonstration soient mis à l'essai et que des activités de plaidoyer soient entreprises. Les mécanismes budgétaires des coûts d'appui directs (CAD) et des autres coûts d'appui direct (Autres CAD) sont fondés sur le tonnage de produits, formule qui est judicieuse dans les situations d'urgence mais ne favorise pas les activités NMI. Dans les interventions de secours, les résultats sont d'habitude directement proportionnels au volume de vivres distribués mais dans les interventions de développement, une activité NMI a souvent besoin d'apports bien plus importants pour donner des résultats. Dans le cas des activités NMI étudiées, des ressources financières supplémentaires ont été fournies grâce à des dons extérieurs, par exemple dans le cadre du Programme néerlandais d'amélioration de la qualité, qui n'existe plus, et du "Don pour l'impact" du Canada. En Inde, le PAM a obtenu d'importantes contributions au programme NMI de l'Agence canadienne de développement international et des gouvernements des États et cette solution pourrait être reprise dans d'autres pays.
29. La tendance constatée par l'évaluation de la politique visant à favoriser le développement a été confirmée par la présente évaluation: il est apparu que les rapports normalisés sur les projets fournissent avant tout des chiffres de résultats à court terme, comme le volume de vivres distribués et le nombre de bénéficiaires touchés, mais peu d'informations de suivi et d'évaluation.
30. Le "Recueil d'indicateurs pour la gestion axée sur les résultats" (*Indicator Compendium*) mis au point en 2003–2004 comporte des indicateurs concernant les résultats à court et à plus long terme des activités NMI qui doivent être intégrés dans le cadre logique des programmes de pays. Il reste à savoir comment les données relatives aux résultats à plus long terme de ces activités —changement de l'état nutritionnel— seront collectées et si et comment l'Unité chargée de l'ACV et les fonctionnaires spécialistes de la nutrition participeront aux travaux. En principe, les données relatives à la nutrition peuvent être rassemblées dans les dispensaires ou les centres communautaires grâce à l'analyse des données de surveillance de la croissance ou à des évaluations de référence à mi-parcours et



de fin de programme effectuées dans des sites sentinelles ou encore grâce à des sondages aléatoires; ces derniers sondages peuvent être confiés à un partenaire d'exécution ou à un organisme technique.

31. Dans chaque programme d'aide alimentaire, il faut faire un arbitrage entre le volume et la qualité des rations et des apports complémentaires et le nombre de bénéficiaires à atteindre. Pour éviter de disperser exagérément l'aide, les responsables devraient utiliser, des informations qui relient les résultats attendus —dans le cas de la NMI, l'effet sur l'état nutritionnel et les modes de consommation alimentaire— au coût d'une série minimum d'apports nécessaires. Ces informations, qui dépassent largement le calcul habituel du coût des vivres distribués par bénéficiaire, ne sont pas disponibles au PAM jusqu'à présent.

Principes de programmation

32. On a constaté que les quatre principes de programmation tirent leur origine des politiques en vigueur en matière de NMI: la politique en matière de nutrition, la politique visant à favoriser le développement et la politique "Vivres pour la nutrition".
33. L'équipe chargée de l'évaluation a constaté que les quatre principes regroupent les principaux aspects des programmes NMI et constituent une méthode concise et complète d'identification et de comparaison des diverses possibilités d'activités. Pour offrir un cadre pratique aux bureaux de pays, les principes doivent être traduits sous forme de listes de contrôle. Dans les études de cas, les quatre principes ont constitué un cadre solide pour évaluer les activités NMI et identifier les éléments qui avaient besoin d'être améliorés.
34. Cette évaluation a confirmé la nécessité de renforcer la programmation des activités NMI dans les bureaux de pays afin que ces activités cadrent avec les politiques du PAM. Au cours des études de pays, les fonctionnaires du PAM ont accueilli favorablement l'idée de disposer de documents d'orientation fondés sur les quatre principes pour la programmation d'activités par le PAM, les partenaires NMI et les autres parties intéressées. Ces documents pourraient être disponibles soit sous forme de documents imprimés, soit dans le *Programme Guidance Manual* (PGM), (Manuel d'orientation pour la programmation) accessible en ligne. Ils devraient couvrir la gestion des programmes, l'analyse de contextes structurés et l'application pratique des principes de programmation par éléments. Les documents du PAM actuellement disponibles pour faciliter la programmation des activités NMI sont le "Manuel d'alimentation et de nutrition" publié en 2000, qui intéresse principalement les situations d'urgence et n'est guère utile pour programmer les interventions NMI dans un contexte de développement, ainsi que les directives provisoires relatives à l'alimentation complémentaire des mères et des enfants rédigées en 1998 qui sont accessibles sur le système WFP-Go mais n'ont pas été consultées par les fonctionnaires du PAM interrogés lors des études de pays.

Bonne analyse de la situation et bon ciblage

35. Il est toujours difficile d'atteindre les plus pauvres parmi les pauvres dans tous les pays. Le PAM pourrait, s'il le juge bon, étudier les foyers de famine⁸ identifiés par l'équipe spéciale sur la faim du projet du Millénaire. Il y a deux conséquences pour l'ACV: i) il est nécessaire d'incorporer les informations régionales relatives à l'état de la nutrition dans la programmation par pays; ii) les études de cas de la structure de la vulnérabilité constituent une contribution importante au ciblage des pauvres en liaison avec le projet du Millénaire.

⁸ Unités sous-nationales définies à partir de données relatives à la proportion d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale (<-écart-type 2) et de données relatives à la densité de population infantile.



36. Les critères de vulnérabilité utilisés par d'autres unités ACV pour le ciblage des bénéficiaires dans le temps et dans l'espace varient selon les pays; il s'agit habituellement d'indicateurs liés au niveau d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité aux catastrophes. Le PAM n'est pas en mesure de rassembler des données sur une assez grande échelle de sorte que l'ACV repose principalement sur des données provenant de sources extérieures comme les institutions des Nations Unies et les gouvernements. Des données détaillées sur la situation nutritionnelle au niveau du district, notamment des statistiques détaillées sur les carences en micronutriments devraient faciliter le ciblage mais elles ne sont pas toujours disponibles. La plupart des unités ACV effectuent des études pour analyser les types de vulnérabilité mais ces informations ne présentent qu'une utilité limitée pour cibler géographiquement les activités NMI. Dans certains pays étudiés, les unités ACV ont entrepris d'importantes études de référence en vue des programmes NMI en y intégrant des informations sur les soins et la santé liés à la malnutrition chez les jeunes enfants.
37. La politique "Vivres pour la nutrition" approuvée en 2004 adopte la méthode de la prévention répartie sur le cycle de vie pour la programmation des interventions NMI et maintient l'aide du PAM aux programmes de lutte contre la malnutrition, qui devraient en principe couvrir les adolescentes, les femmes en début de grossesse et les enfants âgés de 6 à 24 mois avant qu'ils ne soient atteints de malnutrition aiguë. Cette méthode a été suivie en Inde et à Cuba mais non en Zambie ni dans le nouveau programme de pays de Madagascar, où l'action vise essentiellement à remédier à la malnutrition et où il est nécessaire d'identifier des mécanismes permettant d'atteindre les adolescentes.

Activités réussies: exemples tirés des études de pays

- Les unités ACV ont dans l'ensemble collaboré efficacement avec les institutions nationales ou les donateurs comme la Banque mondiale. L'analyse des structures de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité aux catastrophes fournit des contributions importantes pour la sélection des zones géographiques qui bénéficieront de l'aide du PAM en faveur de programmes NMI et d'autres aides alimentaires orientées vers le développement.
- Dans toutes les études de pays sauf celle qui concerne Cuba, la sélection des districts qui doivent être couverts par les activités NMI semblait être fondée sur divers critères: après l'accès à la nourriture, les critères habituellement appliqués, qui contribuent à la qualité des programmes, sont les possibilités de partenariat, l'absence de double emploi avec les activités d'autres organismes, la bonne gouvernance, l'expérience acquise par le PAM dans la zone considérée et le regroupement géographique des interventions du PAM à des fins de "convergence des services".
- À Madagascar et en Zambie, les activités NMI sont axées sur le traitement; à Cuba et en Inde, ces activités sont fondées sur la méthode de prévention basée sur le cycle de vie adoptée par le PAM dans sa politique "Vivres pour la nutrition", qui privilégie les enfants âgés de 6 à 36 mois, les femmes à risque, les femmes en début de grossesse et la distribution pilote de rations alimentaires aux adolescentes.



Activités peu réussies: exemples tirés des études de pays

- L'unité ACV en Inde a effectué des études détaillées qui servent de base au ciblage mais d'autres unités n'ont pas identifié les îlots de pauvreté au-dessous du niveau du district, ni réalisé d'études de référence sur les types de malnutrition, notamment les carences en micronutriments; elles n'ont pas non plus collecté de données du suivi et évaluation fondées sur les indicateurs prévus dans les cadres logiques du programme de pays pour démontrer les résultats obtenus.
- Sauf à Cuba, où de nombreuses données sur la nutrition étaient disponibles pour servir de référence, les informations concernant la situation nutritionnelle se limitaient à des données relatives au rapport poids/âge, indicateur concernant l'insuffisance pondérale qui ne distingue pas la malnutrition chronique de la malnutrition aiguë. Les informations concernant les carences en micronutriments sont habituellement tirées d'enquêtes démographiques sur la santé mais ne sont pas disponibles au niveau des districts.
- Aucune des études de cas ne comportait de documentation sur le processus de décision concernant la sélection des bénéficiaires ni sur les diverses solutions envisagées.

Participation des communautés et stratégies communautaires

38. Les activités étudiées paraissaient être dirigées d'en haut, sans permettre aux communautés de participer largement à la conception des programmes. L'exemple de divers projets pilotes et du Programme de services intégrés pour le développement de l'enfant (ICDS) en Inde montre qu'il est possible d'élargir la participation des communautés mais que des fonds supplémentaires sont alors nécessaires pour assurer la collaboration avec les organismes de terrain. De façon générale, la participation des communautés aux programmes étudiés se limitait à un appui fonctionnel pendant la mise en œuvre du service. Dans tous les cas, les mécanismes de participation des communautés ont été mis en place par le programme NMI et ne reposaient pas sur les structures communautaires. En Inde et à Madagascar, les programmes sont mis en œuvre par l'intermédiaire des centres communautaires: les travailleurs élus par la communauté reçoivent un salaire modeste financé par le programme; toutefois, dans de nombreux villages isolés, les centres de nutrition constituent les seuls mécanismes de développement communautaire qui existent et permettent l'introduction d'autres services en faveur du développement.
39. Dans la plupart des programmes NMI appuyés par le PAM, l'attention limitée portée à la formation, à l'éducation nutritionnelle et sanitaire et aux activités élargies au niveau de la communauté freine l'amélioration durable de la situation nutritionnelle. Le PAM ne réussira à résoudre ce problème que s'il remédie aux insuffisances des effectifs de personnel, des compétences en matière de nutrition et des ressources budgétaires.



Activités réussies: exemples tirés des études de pays

- Les programmes étudiés sont mis en œuvre par les services gouvernementaux jusqu'à la base: système sanitaire de Cuba, programme de pays en cours à Madagascar et en Zambie, système d'éducation et de formation à Cuba et en Inde, enfin, programme de pays antérieur pour Madagascar.
- La participation des communautés aux programmes étudiés avait généralement un caractère fonctionnel: fourniture de locaux, de produits alimentaires supplémentaires, de bois de feu, d'eau ou de services de volontaires qui permettent l'alimentation et la surveillance de la croissance des enfants sur place. En Inde, le PAM exécute une activité pilote comportant un élément "d'alimentation pour le développement humain" dans le cadre duquel les activités des volontaires sont considérées comme un travail donnant droit à une aide alimentaire.
- Les projets de soins à domicile pour les malades du VIH/sida exécutés avec succès en Zambie montrent que la participation des communautés peut être renforcée grâce aux liens avec les ONG et les organisations communautaires locales.

Activités peu réussies: exemples tirés des études de pays

- Aucun des programmes appuyés par le PAM ne reposait sur l'initiative des communautés: celle-ci n'avaient guère la possibilité de participer à la conception et à la gestion des activités. Exemple plus positif, le processus de décentralisation en cours en Inde offre des possibilités de renforcer la participation des communautés au Programme des services intégrés pour le développement de l'enfant.
- Dans le cadre du programme de pays 1997–2002 pour l'Inde, le PAM a lancé des projets pilotes favorisant la participation des communautés à l'ICDS. Toutefois, les activités ayant donné des résultats positifs n'ont pas été poursuivies dans le cadre du programme de pays en cours; elles n'ont pas été élargies ni répétées par le gouvernement. Le PAM a constaté que les projets pilotes exigent des ressources considérables de personnel, de compétences et de moyens financiers.
- En ce qui concerne la participation des communautés, le projet "Surveillance et éducation des écoles et des communautés en matière d'alimentation et de nutrition élargie" (SEECALINE) à Madagascar et l'ICDS en Inde, qui bénéficient d'un appui important de la Banque mondiale constituent les programmes les plus avancés qui aient été étudiés. Dans ces deux pays, le PAM a bénéficié de dons extérieurs qui ont permis de lancer de nouvelles activités pilotes. Cependant, ces programmes sont aussi caractérisés par un effet limité sur l'ensemble des communautés et un effet d'éducation limité en ce qui concerne les soins et la santé, facteurs qui contribuent à provoquer la malnutrition chez les jeunes enfants selon le modèle théorique de l'UNICEF.

Partenariat et intégration dans d'autres programmes de protection sociale

40. L'aide alimentaire fournie aux programmes NMI par le PAM ne constitue jamais une activité autonome: il faut toujours que des partenaires fournissent des ressources complémentaires et participent à l'exécution. Sur ces bases, il faut choisir judicieusement les moyens d'obtenir une valeur ajoutée et de tirer avantage des synergies. Le PAM doit définir clairement ce qu'il attend de ses partenaires.
41. La confiance mutuelle est indispensable pour que les partenariats soient efficaces; elle doit se fonder sur des objectifs, des valeurs et des résultats attendus communs. Les bureaux de pays devraient nouer un dialogue constructif pour éviter les malentendus provoqués par le manque de communication et les attentes peu réalistes. Pour créer une bonne dynamique, il est nécessaire de porter attention aux approches des parties intéressées, d'élaborer ensemble les cadres logiques et de fixer clairement les objectifs de la



planification des activités. Il est indispensable d'organiser régulièrement des réunions avec les partenaires pour échanger des informations et aplanir les divergences de vues. Le PAM doit absolument prendre en compte les priorités des gouvernements dans toute la mesure du possible, en ce qui concerne par exemple le ciblage et le volume des rations, et veiller à ce que son aide s'harmonise avec les dispositifs de sécurité alimentaire des gouvernements. Les engagements pris dans le cadre des programmes de pays doivent être respectés et il faut notamment éviter les ruptures de la filière d'approvisionnement.

42. Dans les cas étudiés, les gouvernements étaient les principaux partenaires responsables de programmes NMI; ils avaient recours au PAM en qualité de fournisseur et de transporteur de vivres. Si, comme il l'a fait en Inde, le PAM joue un rôle dynamique d'avocat et prend part à la planification et à l'analyse conjointe, les rapports peuvent mieux s'équilibrer et s'orienter vers des partenariats interactifs. Les études de cas offrent une série de solutions possibles pour intégrer les activités NMI dans les secteurs des soins de santé, de l'éducation et de la formation.
43. Il paraît difficile de réaliser une collaboration féconde avec des organismes internationaux comme l'UNICEF et la Banque mondiale. Sauf en Inde, les programmes NMI étudiés pourraient tirer profit d'un resserrement des liens avec les donateurs d'aide bilatérale présents dans le pays. Il serait possible de renforcer la collaboration avec les ONG et les organisations à base communautaire, spécialement en matière d'éducation sanitaire et nutritionnelle et de participation des communautés. On peut citer comme exemple le programme SEECALINE qui figure dans le programme de pays antérieur pour Madagascar.

Activités réussies: exemples tirés des études de pays

- Dans les cas étudiés, le gouvernement était le principal partenaire pour les activités NMI, et il semblait s'impliquer fortement dans ces activités. En Inde, le gouvernement prend progressivement en main le financement de l'aide du PAM à l'ICDS. En Zambie, la réforme du système de santé a abouti à une décentralisation au niveau du district de sorte que les conseils de gestion sanitaire de district sont devenus des partenaires d'exécution du programme NMI; cependant, le degré d'implication est variable.
- En Inde, le partenariat instauré avec le gouvernement et la collaboration avec des ONG influentes a permis au PAM de jouer un rôle important dans les débats politiques et la promotion d'Indiamix (aliment composé de production locale) et son enrichissement. Dans ce cas, le PAM a fait preuve de qualités remarquables de gestion et de dynamisme; en revanche, dans les autres cas étudiés, le PAM fait principalement office de fournisseur et transporteur de vivres.
- Le bureau du PAM en Inde est le seul exemple de bureau de pays entretenant des relations permanentes avec un donateur d'aide bilatérale, l'Agence canadienne de développement international.
- En ce qui concerne les partenariats avec les organismes techniques, le bureau du PAM en Inde a établi des liens stratégiques avec la Fondation Swaminathan et la *Nutrition Foundation of India*. Le bureau du PAM à Cuba est en contact avec l'Institut national de nutrition et d'hygiène alimentaire cubain. En Zambie, le PAM n'a que des liens limités avec la Commission nationale pour l'alimentation et la nutrition; à Madagascar, le soutien technique ne comporte que des enquêtes sur la nutrition exécutées sous contrat.



Activités peu réussies: exemples tirés des études de pays

- L'équipe chargée de l'évaluation a constaté qu'il n'est pas facile d'instaurer une collaboration fructueuse avec l'UNICEF, même lorsque des éléments de NMI sont incorporés dans le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement. En Inde et à Madagascar, les liens entre le PAM et la Banque mondiale restaient indirects et occasionnels.
- Les partenariats avec les ONG sont capitaux pour le cadre de politique générale du PAM mais dans la plupart des cas étudiés, la collaboration avec les ONG et les organisations communautaires de base restait limitée. Madagascar constitue la seule exception: dans le cadre du programme de pays antérieur, SEECALINE a confié l'exécution du programme au niveau des communautés à des organisations communautaires de base et d'autres associations; dans le cadre du programme de pays en cours, l'aide du PAM aux centres de récupération nutritionnelle de jour sera mise en œuvre par un petit nombre d'ONG internationales et locales expérimentées qui ont été sélectionnées sur la base des critères applicables aux partenaires d'exécution.

Rations alimentaires de qualité, avec enrichissement en micronutriments

44. Le PAM peut tirer avantage de son rôle de pionnier dans la production locale d'aliments mélangés enrichis qui sont un bon moyen de compléter l'apport en micronutriments et de fournir des calories et des protéines aux bénéficiaires des services NMI. La production locale est fortement orientée vers le développement et facilite les méthodes d'achat et de livraison favorables au marché. La production locale a donné de bons résultats en Inde et en Zambie mais a moins bien réussi à Cuba et à Madagascar à cause des difficultés de gestion de la filière d'approvisionnement.
45. Quant aux quantités, il est nécessaire de faire une distinction entre les rations prévues pour le soutien alimentaire préventif qui sont souvent basées sur les micronutriments, l'alimentation des enfants atteints de malnutrition modérée, les rations alimentaires destinées aux femmes enceintes et aux mères allaitantes et la récupération nutritionnelle des enfants souffrant de malnutrition grave. Les études de cas ont fait apparaître des variations du volume des rations —certaines étaient trop abondantes, d'autres trop faibles— par rapport aux prescriptions du "Manuel d'alimentation et de nutrition du PAM", qui ne semble pas toujours être consulté au moment où la composition des rations est fixée. Dans certains cas, les rations ont été adaptées en fonction des politiques et préférences des pays.

Activités réussies: exemples tirés des études de pays

- En Inde et en Zambie, le PAM a organisé la production locale d'aliments mélangés enrichis avec des filières d'approvisionnement régulières qui ont fourni elles-mêmes le mélange maïs-soja autrefois importé pour les activités NMI. Ces mélanges ont été bien acceptés et ont été mis sur le marché. Il est intéressant de noter que de nouveaux ingrédients disponibles sur place sont désormais utilisés pour produire ces aliments mélangés —mil dans le nord de l'Inde, farine de manioc dans les camps de réfugiés congolais de Zambie.
- À Madagascar, le projet SEECALINE a appris aux mères à produire de la farine à partir de haricots et de crevettes séchées. Lorsqu'elles préparent les repas des jeunes enfants, les mères ajoutent cette farine à la bouillie de riz ou de manioc de façon à améliorer sa valeur nutritive.



Activités peu réussies: exemples tirés des études de pays

- À Cuba, la production locale d'aliments mélangés enrichis n'a pu démarrer comme prévu car la capacité des usines était trop limitée. À Madagascar, la production locale n'a pas donné de bons résultats parce que les procédures d'appels d'offres du PAM étaient trop lentes et mal adaptées aux fluctuations rapides des prix; en outre, il était difficile d'assurer l'approvisionnement régulier en mélange tout prêt de vitamines et de minéraux.
- En Inde, les gouvernements de certains États fournissent des fonds au PAM pour livrer le mélange Indiamix mais celui-ci a une teneur en sucre trop élevée qui peut atteindre 25 pour cent.

RECOMMANDATIONS

46. On trouvera en annexe au présent rapport un résumé des principales recommandations de l'évaluation thématique et des mesures envisagées ou prises par le PAM.



RECOMMANDATIONS ET SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION À L'ÉTUDE THÉMATIQUE DES INTERVENTIONS EN FAVEUR DE LA NUTRITION MATERNELLE ET INFANTILE BÉNÉFICIAIRE DE L'AIDE DU PAM		
Recommandations du Bureau de l'évaluation (juin 2005)	Organe chargé d'intervenir	Suite donnée par la Direction et mesures prises ou à prendre (décembre 2005)
Principes de programmation		
Recommandation 1: le PAM devrait améliorer les mécanismes de ciblage destinés à appuyer les programmes NMI.		
1.1. L'unité ACV devrait s'efforcer d'incorporer des données sur la situation nutritionnelle, la consommation alimentaire et la vulnérabilité aux catastrophes, de préférence au niveau des provinces ou des districts. Pour évaluer l'insécurité alimentaire en termes de déficit, les unités ACV des bureaux de pays devraient de plus en plus définir l'accès à la nourriture en termes d'accès aux produits alimentaires requis pour couvrir les besoins en calories et en protéines et d'accès à un régime diversifié (micronutriments).	ODAV (ACV) Bureaux de pays (ACV)	Dans le cadre d'évaluations préalables complètes de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, l'unité ACV collecte systématiquement des données sur la vulnérabilité aux catastrophes et la consommation alimentaire et évalue la diversité des régimes alimentaires. À ce jour, 23 pays disposent de données sur ces indicateurs; il est prévu d'organiser cinq à dix évaluations préalables complètes par an. Chaque fois que possible, l'unité ACV incorporera ou rassemblera des données nutritionnelles, mais les possibilités dépendront des informations sur la nutrition et des ressources disponibles. Dans les bureaux de pays, l'unité ACV tiendra à jour une base de données comportant des indicateurs au niveau du district.
1.2. Il est vivement recommandé que les cadres de programmation et les études de référence qui peuvent être établis avec la participation des unités ACV, comportent des données sur la situation nutritionnelle et les indicateurs supplémentaires concernant les soins et la santé en rapport avec l'état de malnutrition des jeunes enfants.	Bureaux de pays ODAV (ACV)	Des indicateurs de soins et de santé ne peuvent être collectés que lorsque l'unité ACV collecte des données relatives à la situation nutritionnelle de façon à ne pas surcharger sa capacité de collecte de données.
1.3. PDP devrait examiner plus à fond les moyens d'atteindre les adolescentes dans le cadre de la prévention couvrant le cycle de vie pour les programmes NMI, par exemple en établissant des liens avec les programmes d'alimentation scolaire existants ou dans le cadre de programmes "Vivres pour la formation" visant les adolescentes.	PDP/PDPF	PDPF donnera suite à cette recommandation en 2006 avec le PDPN afin de déterminer les meilleurs moyens de traiter cette question en conformité avec les bénéficiaires des activités "Vivres pour l'éducation" et les activités prévues. Les programmes d'alimentation scolaire bénéficiant de l'aide du PAM atteignent actuellement moins de 2 pour cent des adolescents fréquentant le cycle d'études moyen et quelques écoles secondaires. Les adolescents des deux sexes participant à des programmes d'alphabétisation et de formation des adultes bénéficieront de leçons pratiques pour la prévention du VIH/sida et l'éducation nutritionnelle et sanitaire. Le PAM et ses partenaires plaident pour que ces leçons soient inscrites au programme des écoles



RECOMMANDATIONS ET SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION À L'ÉTUDE THÉMATIQUE DES INTERVENTIONS EN FAVEUR DE LA NUTRITION MATERNELLE ET INFANTILE BÉNÉFICIAIRE DE L'AIDE DU PAM

Recommandations du Bureau de l'évaluation (juin 2005)	Organe chargé d'intervenir	Suite donnée par la Direction et mesures prises ou à prendre (décembre 2005)
Principes de programmation		
		<p>primaires.</p> <p>PDPF a déjà pris des mesures dans le cadre des douze interventions de base en milieu scolaire pour promouvoir ces programmes, qui pourraient également inclure des modules sur la santé de la reproduction.</p> <p>PDPF souligne en outre que les programmes doivent viser aussi bien les adolescents que les adolescentes pour changer les comportements.</p>
<p>1.4. Au niveau des bureaux de pays, il y a des possibilités d'utiliser des critères de sélection pour le ciblage géographique autres que l'insécurité alimentaire, en particulier: i) la présence de partenaires d'exécution locaux et leurs capacités; et ii) les synergies possibles avec d'autres activités du PAM comme l'alimentation scolaire et vivres pour la création d'actifs.</p>	Bureaux de pays	Le renforcement des partenariats constitue un objectif de gestion pour l'exercice biennal en cours et le prochain exercice.
<p>Recommandation 2: pour renforcer la participation des communautés aux programmes d'aide alimentaire NMI, le PAM devrait collaborer davantage avec les organisations communautaires et les ONG.</p>		
<p>2.1. Pour que la prévention soit réellement intégrée dans les programmes NMI, il est nécessaire de fournir davantage de fonds et d'autres ressources pour les stratégies communautaires, la formation ainsi que l'éducation sanitaire et nutritionnelle. Le PAM continue de jouer un rôle bien défini dans la récupération nutritionnelle des bénéficiaires atteints de malnutrition modérée ou grave mais il faut lier cette action le plus étroitement possible aux activités de prévention ancrées dans la communauté. Pour que les programmes NMI soient efficaces, le PAM devrait envisager de mobiliser les organisations à base communautaire et les ONG locales tout en poursuivant sa collaboration avec les gouvernements.</p>	Bureaux de pays PDPN	Les stratégies communautaires se sont révélées utiles pour le traitement de la malnutrition grave ou modérée dans un petit nombre de pays au cours des dernières années. Le PAM suit l'application de ces méthodes novatrices de lutte contre la malnutrition pour déterminer celles qui pourraient être adoptées dans les programmes NMI dotés d'un objectif de récupération nutritionnelle qu'il appuie.
<p>2.2. Les organisations de développement internationales reconnaissent que la participation de la base doit être renforcée. Les services du siège du PAM pourraient envisager d'entreprendre des projets pilotes dans certains pays au moyen d'un nouveau mécanisme d'affectation de l'aide alimentaire en faveur du développement en</p>	OD	Les méthodes de travail actuelles du PAM encouragent la participation des ONG et des gouvernements. Ainsi qu'il est indiqué à la rubrique 2.1, les approches à base communautaire sont davantage privilégiées mais il n'est pas nécessaire de modifier les procédures en vigueur.





RECOMMANDATIONS ET SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION À L'ÉTUDE THÉMATIQUE DES INTERVENTIONS EN FAVEUR DE LA NUTRITION MATERNELLE ET INFANTILE BÉNÉFICIAINT DE L'AIDE DU PAM		
Recommandations du Bureau de l'évaluation (juin 2005)	Organe chargé d'intervenir	Suite donnée par la Direction et mesures prises ou à prendre (décembre 2005)
Principes de programmation		
demandant aux grandes ONG et aux gouvernements de présenter des propositions au niveau du district sur la base d'une gamme limitée d'options concernant l'utilisation de l'aide alimentaire fournie par le PAM. En outre, des fonds librement utilisables ou des subventions générales pourraient être prévus afin de faire participer les organisations de base.		
Recommandation 3: le PAM devrait adopter une approche plus stratégique en matière de partenariats dans le domaine des programmes NMI		
3.1. Les services du siège et les bureaux de pays du PAM devraient décider comment ils peuvent renforcer la valeur et l'utilité des partenariats pour les programmes NMI. Au niveau des pays, l'efficacité de ces programmes peut être améliorée grâce à des partenariats avec les ONG et les associations locales mais aussi grâce à par la poursuite de la collaboration avec les gouvernements et la coopération avec les instituts nationaux de nutrition. Les bureaux de pays devraient s'efforcer d'obtenir des fonds de donateurs du pays même pour lancer des activités pilotes afin de démontrer leur utilité et d'engager des recherches opérationnelles en vue d'améliorer les interventions NMI. Le bureau du PAM en Inde devrait faire connaître ses expériences réussies de mobilisation de fonds pour les activités NMI aux bureaux de pays du PAM intéressés.	Bureaux de pays, PDPN	La mise en commun des expériences entre régions et pays sera encouragée au moyen du système de partage de conseils pratiques (<i>PASSit on</i>), qui vise essentiellement à aider les bureaux de pays à tirer profit de l'expérience du PAM pour améliorer les activités en cours et à venir. Les nouvelles directives NMI tiendront compte de cette recommandation.
3.2. Il est nécessaire de renforcer la coopération stratégique avec des organisations internationales comme l'UNICEF et la Banque mondiale. En particulier, il est suggéré de mettre au point un modèle de coopération avec la Banque mondiale qui pourrait englober les activités NMI et les interventions d'alimentation scolaire ou bien toute la gamme d'aide alimentaire pour le développement.	PDP	Le PAM a procédé à des consultations approfondies avec l'UNICEF et la Banque mondiale sur la possibilité de lancer en commun une initiative mondiale visant à éliminer la faim et la sous-alimentation chez les enfants. Ce partenariat à long terme tendrait essentiellement à aider les gouvernements à intégrer les questions d'alimentation des enfants dans leurs activités, à fournir des avis et un soutien technique et à faire mettre à disposition des ressources suffisantes. Une note théorique a été rédigée et signée par l'UNICEF et le PAM; la Banque mondiale devrait prendre prochainement une décision. Le PAM a signé un mémorandum d'accord avec l'UNICEF en juillet 2005 pour renforcer la coopération opérationnelle.

RECOMMANDATIONS ET SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION À L'ÉTUDE THÉMATIQUE DES INTERVENTIONS EN FAVEUR DE LA NUTRITION MATERNELLE ET INFANTILE BÉNÉFICIAIRE DE L'AIDE DU PAM		
Recommandations du Bureau de l'évaluation (juin 2005)	Organe chargé d'intervenir	Suite donnée par la Direction et mesures prises ou à prendre (décembre 2005)
Principes de programmation		
Recommandation 4: Le PAM devrait encore renforcer son rôle dans l'organisation de la production locale d'aliments mélangés enrichis		
4.1. Afin de contribuer à l'action mondiale contre les carences en micronutriments, le PAM devrait de toute urgence relancer et élargir son rôle dans la production locale d'aliments composés enrichis. Un exposé de son expérience dans ce domaine devrait être préparé et il faudrait faire exécuter des recherches sur les questions de gestion de la chaîne alimentaire afin d'éviter les ruptures des filières d'approvisionnement dans certains pays où le PAM a organisé la production locale.	PDPN OD	Le PAM passe actuellement en revue sa production d'aliments enrichis, en particulier la composition et les spécifications des micronutriments pour que les aliments soient plus nourrissants. Les travaux sur le projet relatif à la gestion de la filière d'approvisionnement se poursuivent.
Recommandations générales concernant les programmes NMI		
Recommandation 5: les questions de nutrition devraient être privilégiées dans toute l'Organisation et notamment les interventions NMI devraient être élargies et leur cohérence renforcée.		
5.1. En ce qui concerne le document de politique générale "Vivres pour la nutrition: intégrer la nutrition dans les programmes du PAM" (WFP/EB.A/2004/5-A/1) et la recommandation stratégique No 3 de l'évaluation de la politique visant à favoriser le développement, les services du siège devraient suivre la mise en œuvre de l'engagement pris par l'Organisation d'intégrer la nutrition dans son action en axant l'examen des projets de programmes de pays et d'IPSR sur la nutrition. Ils devraient créer un système permettant de retracer les décisions de programmation –dates, origine, résultats- au moyen de rapports réguliers revenant au siège.	PDPN OD/bureaux régionaux	Le système d'approbation des projets vient d'être renforcé: tous les documents soumis aux fins d'approbation font l'objet d'un examen technique avant d'être soumis au Conseil d'administration. Pour renforcer l'intégration de la nutrition, les services techniques souhaiteraient participer davantage à la phase de conception des projets.
5.2. Les modalités selon lesquelles l'aide du PAM aux programmes NMI peut servir de voie d'accès en période de catastrophe devraient être examinées afin de découvrir les possibilités d'élargir les programmes NMI pour qu'ils servent de filet de sécurité alimentaire pendant les crises.	OD/ODAN	Cette recommandation figure déjà dans le manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence de juin 2005.





RECOMMANDATIONS ET SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION À L'ÉTUDE THÉMATIQUE DES INTERVENTIONS EN FAVEUR DE LA NUTRITION MATERNELLE ET INFANTILE BÉNÉFICIAINT DE L'AIDE DU PAM		
Recommandations du Bureau de l'évaluation (juin 2005)	Organe chargé d'intervenir	Suite donnée par la Direction et mesures prises ou à prendre (décembre 2005)
Principes de programmation		
5.3. Le siège devrait continuer de mettre en place le cadre de gestion axée sur les résultats, y compris des programmes NMI, pour renforcer la planification et la fixation des objectifs et des activités de suivi et évaluation sur la base de cadres logiques clairs. Pour obtenir davantage de renseignements sur l'efficacité des programmes NMI, le PAM pourrait envisager de faire effectuer des recherches relatives aux effets des programmes d'aide alimentaire NMI sur la réduction des déficits alimentaires et les comportements nutritionnels.	PDPN	Outre les thèmes suggérés, le PDPN évaluera l'impact de certains projets NMI au moyen des rapports normalisés sur les projets afin d'évaluer les résultats à moyen terme concernant la priorité stratégique 3.
5.4. Les bureaux de pays du PAM qui accordent une place importante aux activités liées à la nutrition dans le cadre du programme de pays, doivent se doter de capacités techniques suffisantes dans le domaine de la nutrition et faire appel aux instituts de nutrition du pays même.	Bureaux de pays	Ainsi qu'il est noté à la rubrique 5.1, le PDPN souhaiterait participer plus tôt à la conception des activités NMI bénéficiant de l'aide du PAM.
5.5. En conformité avec la recommandation stratégique 1, les bureaux de pays devraient veiller à ce que l'appui aux programmes NMI corresponde bien aux Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, aux documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté, aux approches par secteur, aux politiques de la nutrition, de l'égalité entre les sexes, et aux autres politiques nationales.	Bureaux de pays	La politique du PAM fait obligation aux bureaux de pays de prendre activement part aux actions de coordination des gouvernements ainsi qu'aux processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et des documents stratégiques de lutte contre la pauvreté.
Recommandation 6: le PAM devrait améliorer la qualité de ses programmes NMI.		
6.1. Le PDPN devrait mettre au point une liste de contrôle pour la programmation NMI fondée sur les principes qui sous-tendent le présent examen thématique, compte dûment tenu des directives provisoires sur la NMI disponibles sur WFP-Go. Le service devrait procéder de façon à ce que cette liste soit applicable dans le cas des interventions prolongées de secours et peut-être des situations d'urgence. Cette liste pourrait également faciliter la programmation d'autres activités de développement dans le cadre de la politique visant à favoriser le développement.	PDPN	Les directives NMI seront mises à jour en 2006.

RECOMMANDATIONS ET SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION À L'ÉTUDE THÉMATIQUE DES INTERVENTIONS EN FAVEUR DE LA NUTRITION MATERNELLE ET INFANTILE BÉNÉFICIAINT DE L'AIDE DU PAM		
Recommandations du Bureau de l'évaluation (juin 2005)	Organe chargé d'intervenir	Suite donnée par la Direction et mesures prises ou à prendre (décembre 2005)
Principes de programmation		
6.2. Pour faire en sorte que les bureaux de pays bénéficient d'un soutien technique suffisant dans le domaine de la nutrition, les services du siège devraient envisager d'élaborer un modèle de soutien technique plus large que le système actuel selon lequel les services du siège et les bureaux régionaux ne fournissent d'appui technique aux bureaux de pays que sur demande.	PDPN/bureaux régionaux	PDPN organise des stages de formation à la nutrition aux niveaux régional et national. La formation en matière de NMI y sera incorporée à partir de la fin de 2006.
6.3. Le siège devrait réexaminer son modèle d'établissement de budget afin que des fonds supplémentaires soient disponibles pour financer les CAD d'activités complémentaires parallèlement à l'aide alimentaire pour les programmes NMI. Le lien avec le volume de l'aide alimentaire devrait être assoupli; les affectations de crédits budgétaires devraient être fondées sur les résultats attendus conformément aux règles de gestion axée sur les résultats.	OD	Le modèle de budget actuel et les questions connexes seront étudiés dans le cadre de l'examen des ressources et des financements à long terme qui doit être présenté au Conseil d'administration en 2006.
6.4. Le siège devrait faire exécuter des recherches sur certains projets afin de mieux comprendre les résultats à plus long terme et le rapport coût-efficacité des rations alimentaires distribuées et des apports supplémentaires le cas échéant.	PDPN	Ces recherches pourraient faire partie de l'étude suggérée à la rubrique 5.3.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	coûts d'appui directs
CARE	<i>Cooperative for Assistance and Relief Everywhere</i>
ICDS	Programme de services intégrés pour le développement de l'enfant (Inde)
IPSR	opération prolongée de secours et de redressement
NMI	nutrition maternelle et infantile
OD	Département des opérations
ODAN	Sous-division de l'évaluation des besoins d'urgence
ODAV	Sous-division de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité
OEDE	Bureau de l'évaluation
ONG	organisation non gouvernementale
PDP	Division des stratégies, des politiques et de l'appui aux programmes
PDPF	Service de l'alimentation scolaire
PDPN	Service de la nutrition
SEECALINE	Surveillance et éducation des écoles et des communautés en matière d'alimentation et de nutrition élargie
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	<i>Agency for International Development</i> des États-Unis
VIH/sida	virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise